

le tiers monde et nous astreindra assurément à suivre strictement la politique étrangère adoptée par les États-Unis.

M. David Kilgour (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, la députée qui vient de parler sait qu'elle m'inspire beaucoup de respect. Quand elle a soutenu que le Canada n'obtenait pas sa part des marchés de la Banque mondiale pour la raison que certaines sociétés étrangères empêcheraient Lavalin, les ingénieurs de Montréal ou les sociétés d'ingénierie du Canada ou les autres consultants de soumissionner, je dirai que c'était plus de la fabulation NPD qu'autre chose.

M. McDermid: Elle ne peut même pas citer un seul marché.

• (1840)

M. Kilgour: Monsieur le Président, certaines des grosses sociétés d'ingénierie canadiennes interviennent dans le monde entier. Quant à moi j'ai constaté qu'il n'y a pas suffisamment de sociétés qui soumissionnent, et je reconnais avec la députée qu'il devrait y en avoir plus. Mais faire un lien avec le libre-échange, ce n'est pas sérieux. Je pense qu'elle ne joue pas franc jeu avec les Canadiens, à moins qu'elle n'ait de meilleures preuves que celles qu'elle nous a données aujourd'hui.

Si huit gouvernements provinciaux sur dix, l'Association canadienne des consommateurs, les grosses, petites et moyennes entreprises et les jeunes comme par exemple les jeunes libéraux du Québec qui ont voté hier en faveur de l'accord sont favorables à cet accord, ce n'est pas par désir de voir écraser le Canada ou de lui faire perdre son identité. C'est parce que nous savons que nous sommes forts, doués et intelligents. Nous savons que nous pouvons soutenir la concurrence, créer des emplois, édifier un avenir meilleur pour nos enfants et nos arrière-petits-enfants.

Les deux partis d'opposition professent que nous bradons l'âme du pays. Cela ne tient pas debout. Un de mes amis revenait récemment d'Irlande. Il n'est question sur les ondes, me dit-il, que de l'année 1992, celle où l'Europe aura un marché complètement intégré. L'accord en discussion ne prévoit pas de marché pleinement intégré. Les députés d'opposition devraient le savoir. Il cherche simplement à instaurer un peu de discipline dans nos échanges, qui dépassent tout ce qui a jamais pu exister entre deux pays quelconques.

Permettez-moi de donner un exemple pris dans ma région. Quand un produit pétrochimique traverse la frontière à Coutts, en Alberta, il est frappé d'un droit de douane de 15 ou 16 p. 100. Nous essayons de nous débarrasser de ce droit pour avoir à Edmonton, à Calgary ou à Windsor les emplois de sa transformation. Actuellement ces emplois ont tendance à être aux États-Unis en raison des droits de douane. Nous essayons simplement de reconnaître que nous devons avoir une certaine forme de protection contre le protectionnisme toujours présent aux États-Unis. Je pense que c'est le représentant La Falce qui disait l'autre jour que si cet accord n'est pas adopté, il y aura une guerre commerciale comme on n'en a pas vue depuis les années 1930.

Comment pouvons-nous être aussi aveugles et prétendre que le monde n'a pas de blocs régionaux? Environ 40 ou 50 pays font maintenant partie de blocs commerciaux, le plus connu étant évidemment le Marché commun. Comment pouvons-

Accord de libre-échange

nous prétendre que 25 millions de Canadiens, une population légèrement inférieure à celle de la Californie, n'ont besoin ni de protection ni de discipline dans leurs relations commerciales? Nous pouvons nous en passer si nous croyons à une économie totalement socialisée, une économie en vertu de laquelle une personne assise dans un bureau à Ottawa détermine combien de trucs seront fabriqués à Windsor et quelle quantité de produits chimiques sera produite à Edmonton. Cependant, je pense que la vaste majorité des Canadiens ne partagent pas cette vision des choses. C'est une attitude qui ramènerait le chômage que nous avons connu dans certaines parties du Canada et que nous essayons maintenant de résorber. Je considère que le gouvernement a fait beaucoup pour la création d'emplois au Canada, bien que je souhaite qu'il y en ait créé davantage dans ma région. J'aimerais que moins d'Albertains aient à déménager à Toronto ou à Hamilton pour trouver du travail.

Il y a ici, aujourd'hui, deux députés néo-démocrates de la région de Windsor. Je suppose qu'ils vont dire que c'est du commerce réglementé. Depuis 1968, les minimums de production prévus dans le Pacte de l'automobile n'ont jamais été appliqués, du moins je le pense, sauf pendant quelques mois en 1980 ou 1981 lorsque Chrysler était en difficulté.

M. Langdon: C'est faux.

M. Kilgour: Que le député nous donne les faits et les chiffres, car je n'ai jamais vu cela contredit. En fait, nous appliquons le principe du libre-échange dans l'industrie de l'automobile depuis 1968, exception faite d'une courte période en 1981.

Le chef du NPD (M. Broadbent) vient d'Oshawa. Je crois que la ville d'Oshawa affiche l'un des taux de chômage les plus faibles au Canada. En fait, tout ce que nous, les Canadiens de l'Ouest, de l'Atlantique et du Nord, voulons, c'est partager un peu la misère des gens d'Oshawa. Nous voulons jouir de quelques-uns des avantages dont profitent depuis de nombreuses années les braves résidents d'Oshawa, à l'instar des habitants de Toronto, de St Catharines et de quelques régions du Québec. Voyons s'il est possible d'entretenir des échanges commerciaux qui créeraient plus d'emplois.

La Canada West Foundation a analysé la situation de chacune des industries de l'ouest du Canada. Elle a établi que ces industries tireraient profit du libre-échange. L'accord serait extrêmement favorable à la population de notre région.

Certains y perdront, c'est sûr. Il faudra mettre sur pied des programmes d'ajustement et de transition. Monsieur le Président, personne n'appuiera autant ces programmes que vous et moi.

Reconnaissons une fois pour toutes que nous ne vivons plus dans les années 1920. Je rappellerais aux députés néo-démocrates que, dans les années 1920, l'économie et le niveau de vie qu'on pouvait observer en Argentine et au Canada étaient sensiblement les mêmes. L'Argentine s'est repliée sur elle-même en adoptant des mesures de protectionnisme et en appliquant toutes sortes de règlements et de contrôles. De nos jours, comme le savent sûrement les députés, la prospérité économique échappe encore, et de loin, à l'Argentine.